

Déchets : du dégoût à la sobriété, il n'y a (pas) qu'un pas



Unsplash ©Jonathan-kemper

Réduire les ordures est un chantier collectif indispensable d'un point de vue écologique. Mais de la répulsion qu'elles suscitent au pouvoir d'achat des personnes, les freins sont de taille. Pourquoi, pour qui est-ce si difficile ? Passées sous la loupe de la sociologie de l'environnement, nos poubelles se révèlent.

Vivre dans un monde quasi sans déchets... Et pourquoi pas ? Ces dernières années ont vu fleurir les initiatives zéro-déchet : certains produits de consommation néfastes pour l'environnement, comme les protections périodiques, sont peu à peu concurrencés par des alternatives réutilisables. En parallèle, les pratiques de nettoyage collectif comme les Initiatives Océanes ou le World Cleanup Day ont un succès croissant – ce dernier affichait un résultat de 1002 tonnes de déchets ramassés en France en 2022 contre 615 en 2021.

Une quête d'hygiène à l'origine du problème

Pourtant, cet idéal de propreté est encore loin d'être gagné. Et pour cause : la production de déchets augmente petit à

petit en France. En 2018, un·e habitant·e produisait 580 kg de déchets pendant l'année, contre 516 kg en 2016, d'après le Service des données et études statistiques (SDES). « Ils sont le témoignage de notre consommation, et en disent beaucoup sur nous-mêmes. Le décalage entre le discours de réduction et les pratiques n'est pas forcément volontaire », explique Maxence Mautray, doctorant en sociologie de l'environnement à l'unité PAVE du Centre Émile Durkheim, à Bordeaux.

À la racine de la relation ambivalente entretenue avec nos déchets, se trouvent des représentations hygiénistes : « Dans les années 50, le milieu de vie est devenu une préoccupation centrale des politiques publiques. Tout ce qui est venu salir et remettre en cause l'ordre de cet espace a été invisibilisé », détaille le doctorant, en cours de thèse sur la place des déchets dans la collectivité. « La société tout entière vise à cacher le déchet et sa collecte pour entrer dans cette morale. Le ramassage se fait la nuit, l'enfouissement est caché, les déchetteries se trouvent en marge des villes. » L'ordure étant dissimulée, difficile de se rendre compte de son impact individuel...



Unsplash ©fiqri-aziz-octavian

Tou·te·s inégaux·les face au changement

Le discours de réduction trouve aujourd'hui une certaine résonance dans la société : une étude IFOP de 2020 pointe que 96% des Français·es estiment que chaque petit geste est important en matière de réduction des ordures. « Mais résoudre cette crise des déchets sans faire augmenter les inégalités sociales est très difficile, car la production est très liée au pouvoir d'achat, mais aussi à l'offre de commerce, au lieu de vie, à la mobilité, aux habitudes... Tout le monde n'a pas la même marge de manœuvre », prévient le chercheur.

Ainsi, le discours zéro-déchet, qui promeut le réemploi, le détournement de matériaux, et une réflexion sur les déchets dits inutiles comme les emballages, a un premier frein : l'aisance financière limitée de certains groupes visés. Et donc, leur identification à une strate plus modeste de la société. « On trouve des effets de classe, où les catégories aisées, au fort capital économique et culturel, vont pouvoir se distinguer par leur consommation. Les compétences liées à la récupération et au détournement, par exemple de palettes en bois réutilisées en meubles, seront valorisées dans leur groupe

social. Chez les classes plus populaires, cette même pratique montrera un manque de moyens et renverra une image de soi plus négative », précise Maxence Mautray.

Des intérêts divergents entre privé et public

Pour autant, les communes ne désespèrent pas de faire diminuer la production de déchets de leurs résident·e·s. C'est pour elles un enjeu majeur, car la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) est en hausse continue. Autour de Bordeaux, ces charges pèsent davantage sur les petites communes, qui ont vu, qui plus est, leur tarif à l'incinération augmenter, tandis que celui de la métropole baissait. « C'est une logique capitaliste. Cela contraint les collectivités locales, qui sont elles-mêmes obligées de contraindre les ménages et de participer à l'écologisation des modes de vie », résume le jeune sociologue.

« Valoriser le recyclage, c'est aussi valoriser une forme de consommation. »

Un progrès se fait sentir : les ordures ménagères résiduelles diminuent peu à peu. C'est la production d'emballages recyclables qui fait augmenter le total des déchets produits. Une bonne nouvelle ? « Les entreprises de traitement des déchets ont pour but de faire du profit à partir des matières premières. Elles veulent donc qu'on produise des emballages, ce qui va à l'encontre des discours de réduction. Valoriser le recyclage, c'est aussi valoriser une forme de consommation », souligne le chercheur. Le meilleur déchet, c'est définitivement celui qu'on ne produit pas.

Marianne Lachaud



Unsplash ©erik-mclean